



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. : DiPP/3 – Biepe - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SOCIETE
ESTERRA pour la déchetterie située à LA MADELEINE,
rue Georges Pompidou**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2010 accordant à l'établissement public « LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE » – siège social : 1, rue du Ballon BP 749 59034 LILLE CEDEX, l'autorisation d'exploiter une déchetterie à LA MADELEINE (59110) – rue Georges Pompidou ;

VU la notification du changement d'exploitant du 23 août 2011 par laquelle la société ESTERRA – siège social : rue Chanzy – 59260 LEZENNES déclare la prise en charge de l'exploitation de la déchetterie de LA MADELEINE conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-68 du code de l'environnement ;

VU les prescriptions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 février 2010 précité qui imposent que le site dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, avec notamment 2 hydrants, dont 1 privatif, pouvant fournir 60 m³/h pendant 2 h ;

Vu le rapport en date du 17 janvier 2012 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, duquel il ressort que la société ESTERRA ne dispose pas d'un hydrant privatif. Seul l'hydrant situé sur la voie public à 120 m de l'entrée du site assurerait les ressources en eau du site en cas de besoin ;

Considérant que l'exploitant s'était engagé dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter d'octobre 2008 à installer un poteau d'incendie dans l'enceinte de la déchetterie et que cet engagement a été repris comme prescription dans l'arrêté préfectoral d'exploiter du site ;

.../...

Considérant que la prescription de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 février 2010 précité imposant la mise en place d'un hydrant privatif susceptible de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 h n'est pas respectée ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pris conformément à l'article L. 514-1 du code de l'environnement de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2010 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 :

La société ESTERRA, dont le siège social est situé, rue Chanzy à LEZENNES (59260), est mise en demeure de respecter dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues par l'article 7.7.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 février 2010 imposant la présence d'un hydrant privatif pouvant fournir un débit 60 m³/h dans l'enceinte de sa déchetterie située Rue Georges Pompidou à LA MADELEINE (59110).

Article 2 : sanctions :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de LA MADELEINE ,

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LA MADELEINE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le

10 FEV 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY

